

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre élection à la présidence de la présente session et de vous assurer de l'entière coopération du Canada. Je voudrais également souhaiter au Secrétaire général un prompt rétablissement après l'intervention chirurgicale qu'il vient de subir. Son dévouement et son courage nous ont été source d'inspiration, et nous sommes reconnaissants de pouvoir compter sur sa direction éclairée.

Dans mon premier discours devant l'Assemblée générale, il y a deux ans, j'ai présenté le Canada comme étant un "ami" des Nations Unies. En réalité, nous sommes beaucoup plus que cela. Nous estimons que l'Organisation est essentielle à la sécurité du monde, et nous la défendons même quand elle agit de façon irraisonnée, quand elle suscite des sentiments d'indignation ou quand elle fait fausse route. Notre pays se classe au trentième rang dans le monde du point de vue de l'importance de sa population, mais il occupe la quatrième position sur le plan de la contribution financière au système des Nations Unies. L'engagement du Canada ne changera pas. Mais cet engagement du Canada - et celui d'autres pays qui partagent ces vues - ne peut à lui seul mettre les Nations Unies à l'abri d'une érosion de la respectabilité qui mine peu à peu l'organisation que nous avons édifiée afin d'unir le monde.

Quand nous nous sommes réunis l'an dernier pour célébrer le 40ème anniversaire des Nations Unies, nous nous sommes trouvés confrontés à une cruelle ironie: l'Organisation se révélait à la fois de plus en plus indispensable et de moins en moins efficace.

Lequel d'entre nous ne pourrait citer une longue liste de questions qui devraient être examinées et résolues dans cette enceinte, mais qui ne le sont pas? Lequel d'entre nous n'a pas songé à soumettre à cette instance tel ou tel problème mais s'en est abstenu, de crainte que le débat ne serve qu'à exacerber nos divergences? Nous savons d'instinct que c'est ici que doivent être débattus les problèmes qui ont une dimension globale, mais, souvent, nous ne les abordons pas. Cette carence est l'expression de notre crainte. Elle nous a conduits à chercher refuge dans une politique des blocs, dans le bilatéralisme et même à adopter des mesures unilatérales.